

Général Burkhard: « Nous devons gagner la guerre avant la guerre »

Exclusif. Affaire des sous-marins, tribune des généraux, politique de défense européenne... Pour sa première grande interview, le nouveau chef d'état-major des armées n'élude aucun sujet.

Un parcours d'excellence

Chef d'état-major des armées depuis le 22 juillet, Thierry Burkhard est né en 1964 à Delle (Territoire de Belfort) dans une famille protestante. Diplômé de Saint-Cyr en 1988, il choisit la Légion étrangère. Ancien chef de corps de la 13^e DBLE à Djibouti, il est affecté comme conseiller militaire à l'Élysée en 2013, dirige le Centre de planification et de conduite des armées en 2017 et devient chef d'état-major de l'armée de terre en juillet 2019.

Cema. Thierry Burkhard, le 28 octobre, dans son bureau de l'état-major des armées, sur le site de Balard du ministère des Armées, à Paris.



PROPOS RECUEILLIS PAR JEAN GUISEL

Cet ancien légionnaire commandait l'armée de terre avant de se hisser, à 57 ans, au sommet de la hiérarchie militaire comme chef d'état-major des armées (Cema). Succédant au général François Lecoindre, qui lui-même avait pris la succession du général Pierre de Villiers, après sa démission fracassante à la suite des coupes opérées dans ses budgets, en 2017, le général Thierry Burkhard est le troisième Cema du quinquennat d'Emmanuel Macron. Il accorde au *Point* son premier grand entretien et esquisse ce que pourraient être les conflits de demain.

Le Point: Vous avez pris vos fonctions le 22 juillet. Qu'avez-vous fait, durant vos premiers jours comme chef d'état-major des armées ?

Général Thierry Burkhard: Il m'a semblé important d'alterner des séquences mémorielles et opérationnelles. J'ai d'abord tenu à aller à la rencontre des militaires blessés, avant de me rendre à l'Institution nationale des Invalides pour saluer Hubert Germain, une figure héroïque récemment disparue dont le parcours doit nous inspirer. Avec les chefs d'état-major d'armée et le major général des armées, nous avons participé à une cérémonie de ravivage de la flamme sur la tombe du Soldat inconnu, en présence d'élèves d'une classe d'un collège de Noisy invitée par le comité de la Flamme. Dans le domaine des opérations, raison d'être des armées, j'ai rencontré des soldats de l'opération Sentinelle avant de participer à une mission opérationnelle à bord d'un Awacs jusqu'à Chypre, pour rejoindre en Méditerranée orientale la frégate de défense aérienne « Forbin ». Ensuite, j'ai rendu visite aux forces nucléaires stratégiques, à Saint-Dizier (Haute-Marne) et à l'île Longue (Finistère). La dissuasion demeure la clé de voûte de notre stratégie de défense et la France n'occuperait pas la place qui est la sienne si elle n'en disposait pas. Dans le domaine des relations internationales militaires, j'ai également échangé avec mon homologue américain, le général Mark A. Milley.

Le monde se trouve dans une période peu banale. Comment caractériseriez-vous le moment que nous traversons ?

Les choses vont de plus en plus vite et sont de plus en plus intriquées. Pour cette raison, il faut avoir une vision globale, et peut-être plus stratégique, pour appréhender la complexité de cet environnement. Après une période, militairement dure, de près de vingt ans de guerre contre le terrorisme militaire – je pense par exemple à l'Afghanistan –, on constate que les événements vont plus vite. Leur dimension stratégique, c'est-à-dire l'étendue de leurs conséquences, est réaffirmée dans un contexte où les grands compétiteurs sont désormais présents, directement et indirectement, dans la plupart des crises. Le



Task force européenne. Visite du chef d'état-major des armées, Thierry Burkhard (à g.), le 5 septembre, sur la base opérationnelle avancée de Ménaka, au Mali, dans le cadre du dispositif Takuba.

conflit syrien a été un point de bascule. Nous sommes désormais dans un monde tripolaire (Chine, Russie, États-Unis) inédit. À ces trois acteurs s'ajoutent des compétiteurs qui jouent leur propre partition. L'Iran, par exemple, n'est aligné sur aucun des trois. La Turquie est très présente et très offensive, mais elle est aussi membre de l'Otan, ce qui lui donne un statut particulier. La Corée du Nord n'interagit pas directement avec nous, mais n'en est pas moins une puissance nucléaire de fait, très perturbatrice au moins en Asie et dans le Pacifique. Aujourd'hui, dans un monde où l'information va beaucoup plus vite, nous devons suivre beaucoup plus d'acteurs qu'auparavant, avec lesquels nous devons coordonner, composer, travailler, échanger.

En allant toujours plus vite ?

Sans aucun doute. J'observe que, voici vingt ou trente ans, le tempo des crises était souvent réglé par l'action de l'ONU. Les diplomates se mettaient en marche ; il fallait du temps pour négocier une résolution, et du temps pour l'adopter puis la mettre en œuvre, mais cela donnait le rythme. Aujourd'hui, des résolutions sont prises mais les acteurs des crises n'en tiennent plus vraiment compte, n'hésitent pas à s'en écarter et les casques bleus sont moins respectés. Thomas Gomart définit ce phénomène comme l'« emballement du monde ». Il n'y a plus cet effet amortisseur de la communauté internationale qui permettait de temporiser. Par ailleurs se pose la question du réarmement. Certains acteurs s'armaient déjà avant mais sans nécessairement utiliser la force. Ce qui change, c'est qu'ils ont désormais la volonté de se servir de leurs moyens de manière désinhibée. Ils considèrent que la clé de résolution des problèmes n'est plus la négociation, c'est la force et le rapport de force qu'ils cherchent à imposer. Ils ne renoncent pas nécessairement aux stratégies indirectes, mais elles sont immédiatement suivies de l'usage de la ■■■

■■■ force. Or il n'est pas facile de stopper la violence quand on l'a engagée!

Le président Macron perçoit la France comme une «puissance d'équilibre». Qu'en pensez-vous?

Les armées sont un des piliers de la stratégie française. Ce rôle de puissance d'équilibre, c'est aussi ce qui permet à la France d'exister, de se positionner. Nous ne sommes pas une hyperpuissance et nous ne sommes pas condamnés à perdre notre influence, «noyés» en quelque sorte. Nous avons des valeurs et des intérêts propres que nous devons défendre, sans alignement ni équidistance. Être une puissance d'équilibre, c'est vouloir continuer à jouer un rôle significatif dans la marche du monde et garder le contrôle de notre destin, demeurer les acteurs et les promoteurs d'une solidarité stratégique. C'est compliqué et exigeant d'être une puissance d'équilibre, mais il n'y a pas d'autre solution.

Avant l'été, une tension forte a traversé la communauté militaire, attisée par des généraux en deuxième section, c'est-à-dire à la retraite, employant des arguments proches de ceux de l'extrême droite. Quelles leçons en avez-vous tirées?

À un an de l'élection présidentielle, le problème a résidé dans l'instrumentalisation d'une pétition de généraux cachée dans un texte que personne n'avait vu. Dans ce cas précis, un journal est parvenu à en faire une affaire. Le vrai sujet n'est pourtant pas ce que des généraux en deuxième section ont dit mais bien le fait qu'ils se sont exprimés sur un sujet soumis au devoir de réserve. S'ils avaient porté d'autres idées ou défendu d'autres candidats, le problème aurait été exactement le même vis-à-vis de l'indispensable neutralité politique des armées. C'est une ligne rouge. Le loyalisme [*la loyauté à l'égard des institutions de la République, NDLR*] et le devoir de réserve sont indissociables de la spécificité militaire. Dans une affaire de cette nature, il est indispensable d'avoir une communication particulièrement solide, en choisissant les mots pour être bien compris par tous ceux qui sont intéressés, et se garder de surenchérir. Cependant, nous avons constaté que l'impact réel sur les armées est resté très limité et faible. J'ai le sentiment que la très grande majorité des militaires ne se sont pas vraiment sentis concernés par cette polémique, qui n'a pas remis en question la parfaite compréhension de l'impératif de neutralité politique, garante de notre cohésion.

Jusqu'en avril 2022, les débats politiques vont être chauds. Avez-vous diffusé des consignes particulières aux armées?

Oui, comme pour chaque échéance électorale, des consignes sont données de manière très claire, je les ai d'ailleurs rappelées lors de la réunion des commandeurs

«Le loyalisme et le devoir de réserve sont indissociables de la spécificité militaire.»



Technologie. Présentation en 2019 de matériels (fusil HK416, lunette à vision nocturne), en présence du général Thierry Burkhard, alors chef d'état-major de l'armée de terre.

le 1^{er} octobre. J'ai encore constaté à cette occasion que l'adhésion collective à la neutralité politique est fortement ancrée et bien comprise. Je conseille toujours aux militaires d'être de fins observateurs de la vie politique, à laquelle ils doivent s'intéresser, tout en ajoutant qu'ils n'en sont ni les acteurs ni les commentateurs. Personnellement, je n'ai jamais rencontré dans ma carrière des militaires qui faisaient du prosélytisme politique. Ils ont bien sûr une conscience politique, comme la plupart des autres citoyens français. Comme eux, ils l'expriment le jour du vote, dans le secret des urnes. Nos responsables ont parfois un peu de mal à percevoir la différence entre l'adhésion collective des militaires à la neutralité politique – ou encore à la féminisation ou à la laïcité, notamment – et le fait que quand ils sont rentrés chez eux ils expriment dans la sphère privée les idées qu'ils veulent. Notre force, c'est que cela ne se traduit pas dans le service et que nous restons viscéralement attachés au service de notre pays et de nos concitoyens. Notre adhésion à ces principes est une vraie force. Notre statut le permet: le droit et le devoir de penser n'entrent pas en contradiction avec le devoir de réserve.

Vous venez de publier votre «vision stratégique», destinée à orienter les actions des armées françaises durant les prochaines années. Quelle est-elle?

Tout d'abord, c'est une force pour l'armée française que d'être une armée d'emploi, peut-être une des seules en Europe. C'est également exigeant. Cela fait maintenant une vingtaine d'années que nous nous trouvons dans cette configuration. Nous sommes engagés dans l'opération Barkhane, nous intervenons aussi au Moyen-Orient avec l'opération Chammal. Jusqu'à il y a peu, nous pouvions, probablement, nous limiter à ces opérations extérieures, en nous préparant à faire une guerre. Pas LA guerre. Or c'est à celle-ci que nous devons nous préparer désormais. Nos compétiteurs d'aujourd'hui pourraient être demain nos adversaires, et peut-être un jour nos ennemis. Non que les conflits actuels soient faciles, loin de là! Mais la guerre de demain nécessitera

d'autres qualités, d'autres niveaux d'engagement. On nous attend aussi dans un autre secteur de jeu. On parle de guerre de haute intensité, mais cela veut surtout dire que nous devons engager des combattants dans des volumes supérieurs, dans des structures plus importantes. Actuellement, à Barkhane, les opérations se déroulent au niveau d'un groupement tactique [de 700 à 1 000 hommes environ] ou souvent d'un sous-groupement tactique [de 150 à 250 hommes]. C'est un tour de force que d'intégrer dans une même unité des sapeurs, des artilleurs, des fantassins, un appui aérien, du renseignement, etc. Et l'armée française le fait bien.

Concrètement, la conflictualité a évolué. Le continuum « paix-crise-guerre » n'est plus suffisamment pertinent pour appréhender la conflictualité dans toute sa complexité. Nous devons désormais envisager et préparer notre stratégie militaire à la lumière de trois notions : compétition, contestation et affrontement. L'état normal des relations internationales est la compétition et, dans ce cadre, volonté, détermination et préparation opérationnelle de haut niveau doivent nous permettre de « gagner la guerre avant la guerre » pour décourager nos compétiteurs de nous imposer des états de fait contraires au droit international.

Quelles tâches fixez-vous aux armées ?

L'objectif principal des armées françaises doit être de « gagner la guerre avant la guerre, tout en étant prêt à s'engager dans un affrontement de haute intensité ». Dans ce cadre, la feuille de route est assez simple. Les armées françaises doivent contribuer à la stratégie de puissance d'équilibre de la France fixée par le président de la République. Elles doivent être organisées et résilientes pour faire face à la surprise stratégique et participer activement à la stratégie nationale de puissance, dès le stade de la compétition, où se confrontent déjà les intérêts des différents acteurs, notamment par le biais de stratégies indirectes ou hybrides. Nous devons aussi pouvoir proposer au chef des armées une très large palette d'options militaires, dans tous les champs, y

compris dans les milieux exo-atmosphérique et cyber et dans le champ informationnel, afin d'infléchir la détermination de nos adversaires en imposant des rapports de force favorables.

Comment, concrètement, vous y préparez-vous ?

En mars-avril 2021, aux États-Unis, une division française a participé pour la première fois à l'exercice « Warfighter », qui permet aux Américains de tester leurs divisions. Une division britannique, une américaine et une française participaient à cette manœuvre d'état-major du niveau corps d'armée. Nous y avons envoyé un millier d'hommes de la 3^e division de Marseille, qui représentaient environ 22 000 combattants dans l'exercice. Le combat simulé de haute intensité a duré dix jours et dix nuits avec de vraies cartes géographiques [de la zone polo-balte]. À la fin de l'exercice, même si nous étions victorieux, le bilan de nos pertes s'élevait à plus d'un millier de morts et davantage de blessés. Telle est la réalité de la haute intensité. On avait longtemps pensé que de tels exercices ne se justifiaient plus et il est vrai que durant les vingt dernières années nous n'en n'avions pas eu besoin. Je pense vraiment que nous devons gagner la guerre avant d'avoir à la faire. Pour cela, il faut être déterminés, crédibles et dissuasifs. Nous devons faire comprendre à nos compétiteurs que nous sommes prêts.

L'êtes-vous ?

Non, pas tout à fait. Une armée n'est d'ailleurs jamais vraiment parfaitement prête. La surprise et l'incertitude font partie de la guerre. Il nous faut encore du temps pour être au niveau d'un engagement de haute intensité [Ambition 2030 de la Revue stratégique de 2017]. Nous remontons en puissance grâce aux efforts actuels consentis par la nation, au travers de la loi de programmation militaire (LPM), voulus par le président de la République et portés par la ministre des Armées, dont il faut saluer l'action. Je pense qu'il nous faudra encore cinq à sept ans pour tout maîtriser. Mais nous nous engageons bien avant si c'est nécessaire. Il ne faut pas douter de notre détermination à remplir nos missions...

Évoquez-vous ces points avec Emmanuel Macron ?

Oui, absolument. N'a-t-il pas mentionné dans la Revue stratégique de 2017 qu'on devait s'attendre à un retour de l'État-puissance à l'horizon 2030 ? Nous parlons de la même chose, étant entendu que c'est mon rôle de dire comment nous devons nous préparer. L'armée de terre, la marine nationale, l'armée de l'air et de l'espace, les services interarmées, tout le monde avance dans ce sens. Nous sommes entrés dans une phase de remontée en puissance, qui doit faire évoluer le cycle actuel, car la haute intensité est d'une autre dimension. Les armées françaises ont classé leurs ennemis potentiels par niveau de puissance : Deimos est un ennemi violent et non conventionnel ; Tantale est une armée non étatique exprimant sa violence ; Mercure est une véritable armée – comparable à celle de Saddam Hussein autrefois –, forte sans doute, mais sur laquelle nous pouvons prendre l'ascendant. Et en haut du spectre, Titan serait comparable à des armées modernes, avec toutes leurs capacités, y compris en guerre électronique. Aujourd'hui, nous nous entraînons à affronter Mercure, ■■■



Protocole. Aux Invalides, le 15 octobre, salué par le président de la République, lors de l'hommage à Hubert Germain, dernier compagnon de la Libération. En présence, notamment, de Brigitte Macron (à dr.) et du Premier ministre, Jean Castex (au fond).



Opération Apagan. Villacoublay, 29 août. Fin de l'opération d'évacuation de Kaboul de nos ressortissants et des aides afghans, avec le retour du dernier Airbus A400M Atlas.

■ ■ ■ c'est-à-dire à engager un combat dissymétrique. Mais à partir de 2025 ou 2026, il faudra que nous soyons capables de nous entraîner, et donc de combattre, en coalition, face à un ennemi de type Titan.

Comment comptez-vous y parvenir ?

L'entraînement est essentiel, mais nous devons aussi accroître nos stocks, de munitions et de pièces de rechange par exemple. La prise de conscience de cette situation est indispensable et même si la France s'engageait certainement dans une coalition, il nous faudrait penser autrement, en employant de manière différente des capacités nouvelles avec des militaires parfaitement formés et entraînés pour les servir. C'est la raison pour laquelle nous devons aussi mieux gérer la durée et l'intensité de nos engagements actuels, aussi bien pour les opérations extérieures que pour celles sur le territoire national.

Sur le plan des moyens, ceux de nos armées sont-ils suffisants ?

Ma responsabilité de chef d'état-major des armées consiste à mettre à la disposition du président de la République, chef des armées, un modèle d'armée crédible, équilibré et cohérent. On ne peut pas juger ce modèle seulement sur le nombre de porte-avions, d'avions ou de canons. Avec l'évolution de la conflictualité, nos besoins capacitaires ont connu une extension significative. Nous devons nous être entraînés et être capables d'agir dans plusieurs champs et milieux de manière synchronisée. L'espace exo-atmosphérique ou le cyber exigeaient des investissements que nous avons lancés. Je suis lucide sur les moyens qui sont ceux de notre pays. J'accueille-

« L'analyse paix-crise-guerre ne fonctionne plus : nous sommes entrés dans le triptyque compétition-contestation-affrontement. »

rai toujours avec plaisir toute augmentation de budget mais, en attendant, je dois veiller à faire le meilleur usage possible de l'effort de défense marqué qui a été lancé par le président de la République depuis 2017. Outre nos nouvelles capacités d'action dans l'espace ou dans le cyber, nous commençons à recevoir les nouveaux équipements acquis grâce à la LPM. Les A330 MRTT Phénix ont permis de conduire l'opération Apagan pour évacuer nos ressortissants d'Afghanistan. Le sous-marin nucléaire d'attaque du programme Barracuda, de dernière génération, poursuit ses essais à la mer. Nous venons de déployer au Mali un groupement tactique interarmes Scorpion, équipé de véhicules « Griffon ». Les grands projets structurants pour nos armées ont été lancés : SCAF [système aérien de combat du futur], PANG [porte-avions de nouvelle génération] et MGCS [système principal de combat terrestre]. Nous nous préparons résolument pour être en mesure de gagner la guerre avant la guerre et, le cas échéant, la conduire et la gagner.

La paix serait-elle devenue une utopie ?

À mes yeux, l'analyse paix-crise-guerre ne fonctionne plus : nous sommes entrés, je l'ai dit, dans un monde marqué par le triptyque compétition-contestation-affrontement. La compétition, nous la vivons tous les jours, dans tous les domaines : économique, culturel, diplomatique, politique. Militaire aussi, bien que, pour ce qui concerne la France, nous restions le plus souvent en deçà du seuil de l'affrontement physique, en demeurant par exemple dans les champs immatériels (guerre informationnelle, cyber...). Dans cette phase, pour les armées, il faut surtout connaître nos compétiteurs, déceler leurs intentions, leur envoyer des messages simples et dissuasifs : tout en étant prêt, je ne franchis pas tel ou tel seuil. Ce que nous faisons à ce stade a déjà des implications, nous sommes déjà engagés, nos compétiteurs l'entendent. C'est ce que j'appelle « la guerre avant la guerre ».

Quand la période de contestation survient-elle ?

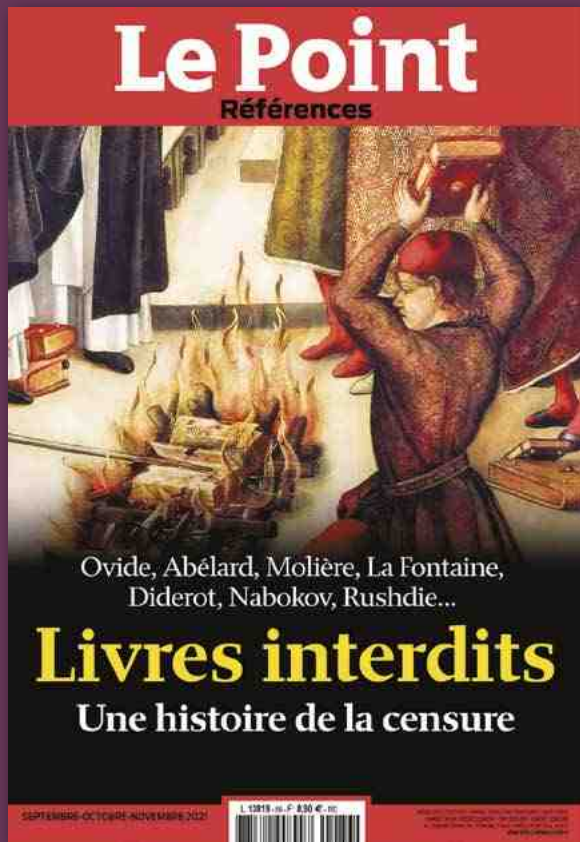
On parle de contestation lorsqu'un acteur décide de transgresser les règles communément admises pour saisir une opportunité et imposer un fait accompli, notamment en ayant recours à des modes d'action hybrides. Le cas d'école, c'est la conquête de la Crimée en 2014. C'est la guerre « juste avant » la guerre. Dans ce cadre, les armées contribuent à lever l'incertitude, elles doivent réagir très vite pour empêcher le fait accompli et décourager d'éventuels adversaires.

Le stade suivant, c'est l'affrontement. Celui-ci survient lorsqu'un acteur, décidant de pousser son avantage et persistant à recourir à la force pour atteindre ses objectifs, provoque une réaction d'un niveau au moins équivalent. L'objectif premier de l'affrontement est de soumettre l'adversaire à ses propres exigences, en particulier en sapant sa volonté. Les armées participent à la détection et à la caractérisation des signaux faibles qui permettront d'anticiper la bascule vers l'affrontement avant de faire la guerre.

Vis-à-vis de la France, qui se trouverait dans des dispositions aussi agressives ?

Si vous évoquez une puissance dont les tourelles de chars seraient remplies d'obus en permanence, dont ■ ■ ■

Ces livres que l'on brûle...



116 pages - 8,90 €

Atteinte aux dieux,
à l'Église, au roi,
aux mœurs,
aux minorités...
Souvent censure varie,
mais, hier comme
aujourd'hui, elle nuit.

En vente chez votre marchand de journaux
et sur boutique.lepoint.fr

Le Point

SOCIÉTÉ

■■■ les missiles seraient déjà accrochés aux avions, dont les navires auraient déjà fait le plein, je ne pense pas qu'il y en ait. Il n'en faut pas moins être conscient de la nécessité de monter en puissance, pour être en état, le jour venu, d'imposer notre volonté. C'est pour cela que je fixe aux armées françaises l'objectif de gagner la guerre avant la guerre. Je ne le ferais croire à personne si je n'étais pas en train de me préparer et si on ne pensait pas en face que les armées françaises sont prêtes à s'engager. C'est clairement une logique de découragement de l'adversaire, liée à celle de la dissuasion nucléaire. Le président de la République ne disait pas autre chose quand il déclarait le 7 février 2020 que « notre stratégie de défense est un tout cohérent : forces conventionnelles et forces nucléaires s'y épaulent en permanence. Dès lors que nos intérêts vitaux sont susceptibles d'être menacés, la manœuvre militaire conventionnelle peut s'inscrire dans l'exercice de la dissuasion. L'arme nucléaire n'entre cependant pas directement en jeu dans la phase de compétition, qui est active. Avec des armes conventionnelles, la friction est possible et nos compétiteurs viennent jouer des coudes. Avec le nucléaire, l'enjeu est tout autre.

« Pour que l'Europe devienne une puissance d'équilibre, elle devra se convaincre qu'elle peut agir si nécessaire sans les États-Unis. »

Vous avez récemment présenté avec la ministre des Armées, Florence Parly, la politique française de « lutte informatique d'influence ». Que pensez-vous de cette stratégie, désormais publique ?

Notre montée en puissance se déroule dans le monde physique aussi bien que dans les champs immatériels. Cela participe de la « guerre hybride », qui combine des modes d'action de nature différente. Par exemple en agissant dans les champs informationnels. Mais aussi en formant des partenaires. C'est tout à fait acceptable quand on respecte le droit applicable aux conflits et les règles qui sont les nôtres. C'est important de faire savoir que la lutte informationnelle participe de la lutte d'influence. Notre stratégie peut aussi conduire à retarder l'engagement d'un adversaire ou à l'empêcher de prendre sa décision. On a vu comment les Russes ont agi en Crimée. On commence par délégitimer l'Ukraine en proclamant que cette région fait historiquement partie de la Russie. Préparation psychologique, influence, guerre des perceptions et, pour finir, action physique... des hommes verts arrivent et on entend qu'on ne peut pas protester, car on n'est pas certain qu'ils soient Russes ! Au bout de dix jours, c'est fini...

Les propositions françaises en faveur de la défense européenne reçoivent peu d'échos sur le continent. Qu'en pensez-vous ?

Un conflit de haute intensité ne se conduit pas seul. Les notions de défense collective, d'alliance et de coalition en découlent naturellement. Nous faisons partie de l'Union européenne et de l'Otan. La difficulté vient sans doute de ce que nous avons, en France, une vision particulière de l'Otan. Nous y participons au point d'être peut-être l'un des membres les plus solides. Néanmoins, en termes de défense, notre niveau de dépendance à l'égard de l'Alliance atlantique est faible, ce qui n'est pas forcément le cas des autres pays européens. Nous avons nos propres réseaux de communication, nos systèmes radar. La dimension politique de l'Otan mériterait d'être discutée. Pas sa composante militaire, qui fonctionne plutôt bien et qui est utile.

Quelle importance faut-il accorder à la force

Takuba des forces spéciales européennes au Mali ?

Plusieurs armées européennes sont présentes dans Takuba au sein de l'opération Barkhane, dont la Suède qui vient d'en prendre le commandement. Takuba, qui continue à monter en puissance malgré un contexte politique malien compliqué, sera chargée de la participation au partenariat militaire de combat avec les forces maliennes. C'est une première étape, et le rôle meneur de la France doit aussi être celui de rassembleur, dans le cadre de la solidarité stratégique que nous appelons de nos vœux en Europe. Dire cela n'est pas faire injure aux Américains, qui sont notre partenaire majeur, avec qui nous participons à des opérations, qui nous appuient efficacement au Mali avec des moyens importants, avec qui nous nous entraînons. Pour autant, notre autonomie est réelle. Lorsqu'en avril 2018, nous préparions l'opération Hamilton avec les Américains, nous avions aussi des options, certes plus complexes, que nous aurions mises en œuvre sans leur participation. Le retrait d'Afghanistan, cet été, a suscité une forme de prise de conscience parmi les Européens, provoquant chez eux des interrogations. Pour que l'Europe devienne une puissance d'équilibre, elle devra se convaincre qu'elle peut agir si nécessaire sans les États-Unis. Je constate les progrès de cette idée dans mes échanges avec les militaires européens.

Comment avez-vous perçu la défaite commerciale dans le contrat des sous-marins australiens ?

Elle est d'abord le signe de la priorité que les États-Unis accordent à la région Indo-Pacifique, cœur de la lutte pour le leadership mondial. Quand on se bat pour un tel objectif, on ne se pose pas trop de questions et on y va ! En France, on peut comprendre qu'un autre pays invoque sa souveraineté nationale. En revanche, qu'il ne respecte pas un contrat commercial, c'est problématique. Enfin, que trois pays désirant adresser un message commun à la Chine rompent la confiance avec un important allié, c'est regrettable et c'est même une faute. Les Américains en sont conscients, les Australiens font primer la raison d'État et les Britanniques ont saisi une occasion... Quant à nous, quoi qu'il arrive, nous sommes présents dans la zone Indo-Pacifique : 11 millions de kilomètres carrés de zone économique exclusive, 2 millions d'habitants, 7 000 militaires en permanence : nous sommes une nation de la zone Indo-Pacifique ■

Les Bonnes Adresses du Point



***OPÉRATION EXCLUSIVE À PARIS !**
Conditions exceptionnelles sur toute la collection
jusqu'au 30 novembre

EspaceTopper®
Maison familiale depuis 1926

Le plus grand espace Duvivier à Paris

63 rue de la Convention Paris 15^e

7j/7 (ouvert le 11 novembre) • 01 45 77 80 40

M^o Boucicaut, parking gratuit

Rendez-vous en magasin ou sur www.topper.fr



***OPÉRATION EXCLUSIVE À PARIS !**
Conditions exceptionnelles jusqu'au 30 novembre

EspaceTopper®
Maison familiale depuis 1926

Le plus grand espace Calligaris à Paris

145 rue de la Convention Paris 15^e

7j/7 (ouvert le 11 novembre) • 01 45 75 02 81

M^o Boucicaut, parking gratuit

Rendez-vous en magasin ou sur www.topper.fr

Pour toute parution : 01.44.10.13.64